

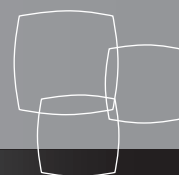


Industry
Canada

Industrie
Canada

Canada

www.ic.gc.ca/trimestrielPME



BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA PETITE ENTREPRISE

VOLUME 10, N° 1, MAI 2008

GRANDES

tendances

- Entre le quatrième trimestre de 2006 et le trimestre correspondant de 2007, le nombre d'emplois créés au Canada a fait un bond de 319 939 (2,3 %). Les petites entreprises¹ sont à l'origine de 35,1 % de cette hausse et la contribution des grandes entreprises est de 50,0 %.
- Le nombre de travailleurs indépendants a augmenté à un taux annualisé de 1,5 % entre 2000 et 2007. Pendant cette période, c'est le secteur de la construction qui a enregistré la plus forte hausse du nombre de travailleurs indépendants, soit 6,5 %, suivi du secteur des services d'enseignement (6,1 %).
- Le nombre total d'insolvabilités d'entreprises s'est établi à 1 818 au quatrième trimestre de 2007, soit une baisse de 7 % par rapport au trimestre correspondant de 2006.
- Au quatrième trimestre de 2007, les prêts en cours consentis aux entreprises² par les banques à charte ont continué d'augmenter, pour se chiffrer à environ 130 milliards de dollars, soit une hausse de 19,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2006. Les petits prêts (moins de 0,5 million de dollars), représentaient 14,9 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises, comparativement à 29,1 % pour les prêts moyens (entre 0,5 et 5 millions de dollars).

¹ Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.

² Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

CARACTÉRISTIQUES DES

PME exportatrices canadiennes

Dans l'ensemble, on ne sait pas grand-chose des petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices au Canada. Selon des études antérieures, seulement 8 % des PME exporteraient des produits ou services, alors que 20 % de la valeur totale des exportations leur sont attribuables. Dans le but de combler cette lacune, une étude entreprise pour le compte d'Industrie Canada donne de l'information détaillée sur les caractéristiques des PME exportatrices. Plus précisément, cette étude se penche non seulement sur la répartition des PME exportatrices selon l'industrie et leurs recettes d'exportation, mais aussi sur les caractéristiques des propriétaires et des entreprises en tant que facteurs déterminant la propension des PME à exporter.

Parmi les entreprises exportatrices, 21,4 % évoluaient dans les secteurs du commerce de gros et de détail en 2004, tandis que 15,1 % étaient des entreprises du savoir. On a accordé beaucoup d'attention à la fabrication, et bien qu'il soit vrai que l'exportation soit relativement plus fréquente parmi les entreprises manufacturières, on comptait bien plus d'entreprises exportatrices dans le secteur des services professionnels et celui des autres services, à savoir 40 000 entreprises, que dans le secteur manufacturier (21 000 entreprises).

Les recettes d'exportation ne sont généralement pas élevées : 44 % des PME exportatrices faisaient état de ventes à l'exportation représentant moins de 10 % du total de leur chiffre d'affaires en 2004, et seulement 15 % des exportateurs ont déclaré des

(suite à la page 2)

Sommaire

Creation d'emplois	2
Insolvabilité des entreprises	4
Travail indépendant	5
Services d'Entreprises Canada	5
Financement	6
Initiative en matière de compétences en milieu de travail	7
Événements récents	8

(suite de la page 1)

recettes d'exportation représentant entre 25 % et 49 % de leurs recettes totales. Seulement un tiers des PME exportatrices étaient jugées « à forte intensité d'exportation » (c'est-à-dire des entreprises dont les ventes à l'exportation représentent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires total). Il n'existe aucune différence dans les recettes d'exportation entre les PME exportatrices établies (en exploitation depuis au moins trois ans) et les nouvelles entreprises internationales (entreprises exportatrices en activité depuis moins de trois ans).

On a observé des différences importantes entre les propriétaires d'entreprise exportatrice et ceux d'entreprise non exportatrice pour ce qui est de trois caractéristiques : les intentions de croissance, le sexe et le statut de résidence canadienne. En effet, les PME dont les propriétaires ont fait part d'une volonté de croissance sont deux fois plus susceptibles d'exporter que les autres PME; les entreprises appartenant majoritairement à des femmes étaient moins susceptibles d'exporter que celles appartenant majoritairement à des hommes, tous les autres facteurs étant égaux; et enfin, parmi les PME exportatrices établies, les immigrants qui résidaient au Canada depuis moins de cinq ans étaient nettement plus susceptibles d'être les principaux propriétaires d'entreprises exportatrices.

En ce qui concerne les caractéristiques propres à l'entreprise, les PME qui ont fait état d'investissements dans la R-D étaient plus de deux fois plus susceptibles d'exporter que celles qui n'investissaient pas dans la R-D. Les propriétaires de PME exportatrices étaient aussi nettement plus susceptibles de présenter des demandes de financement externe et de prêts commerciaux.

Parmi les quelque 287 100 PME qui ont commencé leurs activités en 2001 ou après, environ 21 300 ont signalé exporter en 2004. Cela signifie que plus de 7 % des nouvelles

entreprises canadiennes sont de nouvelles entreprises internationales. Celles-ci évoluent dans tous les secteurs industriels, ce qui donne à penser que les études qui ne se penchent sur l'exportation que dans les secteurs de la fabrication, de la technologie et du savoir comportent des biais d'échantillonnage.

Bien que les nouvelles entreprises internationales soient beaucoup plus petites que les PME exportatrices établies, la présente étude a constaté qu'elles atteignaient des niveaux d'intensité d'exportation comparables à ceux des PME exportatrices établies, et ce, malgré une main-d'œuvre moins nombreuse et plus jeune, des propriétaires moins chevronnés et moins d'éléments d'actif.

Conformément aux résultats sur les PME exportatrices dans leur ensemble, les propriétaires de nouvelles entreprises internationales étaient nettement plus susceptibles d'être de nouveaux résidents canadiens (ou immigrants) : environ 10 % des propriétaires de nouvelles entreprises internationales étaient de nouveaux Canadiens, par rapport à moins de 5 % des propriétaires de PME qui n'exportent pas.

L'étude se termine par une analyse économétrique des différentes théories concernant les déterminants des PME exportatrices. Ces théories mettent l'accent sur le stade de développement auquel les PME décident d'exporter et sur l'importance des réseaux, du sexe du propriétaire et des actifs financiers et corporels dans les décisions d'exportation.

Le rapport intitulé *Les PME exportatrices canadiennes*, de Barbara Orser, Martine Spence, Allan Riding et Christine Carrington, peut être consulté à www.pme-prf.gc.ca/epic/site/sme_fdi-prf_pme.nsf/fr/h_02115f.html.

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données les plus récentes de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, le nombre de salariés a augmenté de 319 939 au quatrième trimestre de 2007, soit une hausse sur 12 mois de 2,3 % (tableau 1). Les petites entreprises étaient à l'origine d'environ 35 % de cet accroissement au Canada. La contribution sur 12 mois des entreprises de taille moyenne à la croissance de l'emploi

s'élevait à 14,9 %, comparativement à 50 % pour les grandes entreprises, soit une hausse de 1,8 % par rapport au troisième trimestre de 2007. La contribution des petites entreprises à la croissance de l'emploi a augmenté de manière constante depuis l'important recul de 10,1 % enregistré au premier trimestre de 2007.

(suite à la page 3)

(suite de la page 2)

Au quatrième trimestre de 2007, le secteur de la construction a enregistré la plus forte croissance de l'emploi sur 12 mois, soit 8,2 %. Les petites entreprises étaient responsables de 57,4 % de cette croissance, par rapport à 12,1 % pour les grandes entreprises. La croissance de l'emploi dans les entreprises, toutes tailles confondues, a également été forte dans les secteurs suivants : exploitation minière, pétrolière et gazière (4,5 %), commerce de détail (4,4 %) et hébergement et services de restauration (4,0 %). Les petites entreprises ayant enregistré la plus forte progression de l'emploi évoluaient dans les secteurs de la construction (hausse de 36 298 emplois)

et de l'hébergement et des services de restauration (hausse de 17 809 emplois).

Par rapport au quatrième trimestre de 2006, l'emploi a reculé de 3,9 % sur 12 mois dans le secteur de la fabrication. Les grandes entreprises étaient responsables de 71,1 % de la perte d'emplois (72 096) dans ce secteur, par rapport à 18,1 % pour les petites entreprises. Depuis le troisième trimestre de 2006, les secteurs de la fabrication et de la foresterie continuent à enregistrer une baisse du nombre d'employés.

Tableau 1 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré² selon le secteur industriel, quatrième trimestre de 2007

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation nette totale (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T4 2006	2,3	320 298	11,6	1,0	13,0	12,2	37,8	7,2	5,3	12,6	49,6
T1 2007	2,1	285 728	-1,7	9,9	11,9	7,5	27,7	11,8	7,6	19,4	52,9
T2 2007	1,9	263 633	-1,2	8,1	12,4	9,1	28,4	13,0	7,4	20,4	51,2
T3 2007	2,4	330 421	3,0	14,4	11,2	6,0	34,5	11,2	6,1	17,3	48,2
T4 2007	2,3	319 939	-2,4	18,9	11,9	6,7	35,1	8,6	6,3	14,9	50,0
Secteur industriel			Variation absolue (emplois)								
Exploitation forestière	-3,3	-1 900	-646	-506	911	477	236	-1 010	-1 210	-2 220	84
Exploitation minière, pétrolière et gazière	4,5	8 410	381	1 308	583	1 453	3 725	291	2 377	2 668	2 016
Services publics	2,0	2 429	117	111	138	239	605	621	-790	-169	1 993
Construction	8,2	63 217	-8 119	23 916	11 706	8 795	36 298	16 826	2 429	19 255	7 662
Fabrication	-3,9	-72 096	-1 312	-816	-3 614	-7 348	-13 090	-9 760	2 022	-7 738	-51 266
Commerce de gros	2,5	18 626	-1 880	2 039	1 504	3 788	5 451	3 609	-4 043	-434	13 610
Commerce de détail	4,4	78 541	-3 266	4 690	7 173	5 090	13 687	11 278	4 410	15 688	49 168
Transport et entreposage	2,4	15 170	1 740	1 571	-1 570	265	2 006	-2 993	3 361	368	12 796
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,8	2 799	-114	-591	-106	-1 933	-2 744	-19	1 506	1 487	4 055
Finance et assurances	2,6	15 818	-507	-26	-2 463	946	-2 050	-4 103	-651	-4 754	22 624
Services immobiliers, location et location à bail	3,2	7 856	352	472	114	697	1 635	1 953	194	2 147	4 075
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,1	15 110	467	5 949	4 203	3 075	13 694	-1 193	-98	-1 291	2 705
Gestion de sociétés et d'entreprises	2,7	2 630	539	1 165	2 005	680	4 389	-772	533	-239	-1 520
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	2,6	18 188	398	4 375	4 364	-2 235	6 902	2 586	3 884	6 470	4 815
Services d'enseignement	2,7	30 963	569	761	499	116	1 945	1 954	-415	1 539	27 478
Soins de santé et assistance sociale	2,6	37 724	-2 545	8 720	4 688	-462	10 401	-4 054	5 378	1 324	25 998
Arts, spectacles et loisirs	1,8	4 103	-62	-513	934	1 302	1 661	56	-1 883	-1 827	4 270
Hébergement et services de restauration	4,0	40 055	3 714	3 131	5 237	5 727	17 809	4 618	2 387	7 005	15 242
Autres services (sauf les administrations publiques)	2,2	11 644	2 464	3 839	1 814	-37	8 080	3 995	983	4 978	-1 414
Administrations publiques	2,6	20 653	-118	890	100	665	1 537	3 692	-242	3 450	15 666
Total pour le Canada	2,3	319 939	-7 828	60 490	38 219	21 298	112 179	27 573	20 131	47 704	160 058

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, mars 2008.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et celui enregistré au trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services aux ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

INSOLVABILITÉ *des entreprises*

Au quatrième trimestre de 2007, le nombre total d'insolvabilités d'entreprises, qui inclut les faillites¹ et les propositions² (tableau 2), se chiffrait à 1 818, soit une augmentation de 4,6 % par rapport au trimestre précédent. La valeur totale de ces insolvabilités s'élevait à 779 millions de dollars. Les faillites ont progressé de 4,9 % au cours de la même période, par rapport à 3,3 % pour les propositions. Sur une base annuelle, toutefois, le nombre de faillites a diminué de 7,9 % et celui des propositions, de 2,2 %, donnant un recul total des insolvabilités de 7,0 % sur 12 mois.

Ce recul fait suite à une tendance qui dure depuis longtemps : le nombre d'insolvabilités est en baisse constante depuis le sommet de 4 111 atteint au premier trimestre de 1996. Le chiffre actuel pour le quatrième trimestre de 2007 compte parmi les trois les plus bas enregistrés depuis 1993 (seuls les troisièmes trimestres de 2006 et 2007 ont affiché des chiffres inférieurs). Les faillites ont suivi de près la tendance de l'insolvabilité, le chiffre actuel étant également le troisième le plus bas enregistré depuis 1993. Les propositions ont pour leur part augmenté depuis 1994, atteignant le sommet de 513 au premier trimestre de 2002. Les niveaux actuels sont comparables à ceux enregistrés à la fin des années 1990. Les tendances à la baisse se reflètent également dans les chiffres annuels regroupés : les insolvabilités ont baissé de 6,8 % entre 2006 et 2007, les faillites, de 6,7 % et les propositions, de 7,4 %.

Contrairement au nombre d'insolvabilités, la valeur totale du passif lié aux insolvabilités se maintient aux alentours de

1,6 milliard de dollars en moyenne, avec des pics intermittents résultant de la faillite d'une ou plusieurs entreprises assez grandes. Le sommet le plus important (5 milliards de dollars) a été enregistré au deuxième trimestre de 2002. La deuxième valeur la plus importante a été atteinte au début de 2007, en raison d'insolvabilités de valeur élevée dans les industries de l'information et de la culture. Les deux sommets visaient les faillites; la tendance du passif se rapportant aux propositions n'est pas liée aux faillites, le montant du passif oscillant autour de 411 millions de dollars en moyenne.

Selon des chiffres récents, le passif lié aux insolvabilités a baissé de 17,0 % au quatrième trimestre de 2007 par rapport au trimestre précédent et de 29,4 % sur 12 mois. Les composantes de l'insolvabilité ont révélé les tendances suivantes : le passif lié aux faillites a chuté de 18,2 % par rapport au trimestre précédent et de 31,6 % sur 12 mois, et celui lié aux propositions a chuté de 14,2 % par rapport au trimestre précédent et de 24,0 % sur 12 mois. Le passif annuel regroupé lié aux insolvabilités a augmenté de 21,9 % par rapport à 2006 en raison du sommet enregistré au premier trimestre de 2007; celui lié aux faillites a augmenté de 46,8 %, tandis que celui se rapportant aux propositions a diminué de 36,9 %.

¹ La faillite désigne la liquidation des actifs commerciaux du débiteur et la cessation des activités de l'entité commerciale.

² Les propositions prévoient le règlement des dettes entre le débiteur et ses créanciers, tout en permettant à l'entreprise de demeurer en activité.

Tableau 2 : Nombre total de cas d'insolvabilité, de faillites et de propositions et passif connexe

	Cas d'insolvabilité		Faillites		Propositions	
	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Nombre	Passif (milliers de dollars)
T4 2006	1 955	1 103 288	1 637	781 801	318	321 487
T1 2007	2 099	3 977 097	1 745	3 718 389	354	258 708
T2 2007	1 957	1 071 559	1 604	814 591	353	256 968
T3 2007	1 738	939 070	1 437	654 297	301	284 773
T4 2007	1 818	779 393	1 507	534 931	311	244 462
Variation (%)						
T3 2007-T4 2007	4,6	-17,0	4,9	-18,2	3,3	-14,2
T4 2006-T4 2007	-7,0	-29,4	-7,9	-31,6	-2,2	-24,0
Données annuelles consolidées						
2006	8 171	5 552 228	6 747	3 897 194	1 424	1 655 033
2007	7 612	6 767 119	6 293	5 722 207	1 319	1 044 912

Source : Bureau du surintendant des faillites Canada (www.osb-bsf.gc.ca).

TRAVAIL *indépendant*

Selon l'*Enquête sur la population active* de 2007 de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada a progressé à un taux annualisé de 1,5 % entre 2000 et 2007. Le tableau 3 présente une ventilation, selon l'industrie, des employés et des différentes catégories de travailleurs indépendants pour 2000 et 2007. En 2007, on comptait 14 251 400 salariés et 2 615 000 travailleurs indépendants, soit respectivement 84,5 % et 15,5 % de la main-d'œuvre échantillonnée.

La proportion de travailleurs indépendants travaillant dans les secteurs de la production de biens et des services a peu évolué entre 2000 et 2007. Dans le secteur de la production de biens, la proportion est demeurée presque constante, à 27,4 %. Par ailleurs, la proportion dans le secteur des services a à peine changé, passant de 72,2 % à 72,6 %.

Parmi l'ensemble des secteurs de l'industrie en 2007, on trouvait la plus forte concentration de travailleurs indépendants dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (14,5 %), suivi de l'industrie de la construction (13,5 %). Dans le secteur de la production de biens, la plus forte baisse de la proportion de travailleurs indépendants entre 2000 et 2007 s'est produite dans le secteur agricole, où elle est passée de 10,4 % à 8 %, alors que la plus forte hausse a été enregistrée dans l'industrie de la construction, où la proportion de travailleurs indépendants est passée de 11,6 % à 13,5 %. Au cours de la même période, la baisse la plus marquée dans le secteur des services a été enregistrée dans le commerce, où cette proportion est passée de 13,1 % à 11,6 %. Dans le secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location à bail, la proportion de travailleurs indépendants a augmenté, passant de 5,4 % à 7,0 %.

Le groupe des travailleurs ayant une entreprise non constituée en société sans aide rémunérée constituait la plus grande proportion de travailleurs indépendants (49,2 %), suivi des travailleurs ayant une entreprise constituée en société avec aide rémunérée, qui représentaient 22,7 % des travailleurs indépendants.

D'importants changements se sont produits dans la catégorie des travailleurs indépendants ayant une entreprise constituée en société sans aide rémunérée. Entre 2000 et 2007, le nombre de personnes dans cette catégorie a augmenté de 9,8 % dans le secteur de la production de biens et de 6,9 % dans le secteur des services. Le nombre de travailleurs indépendants de cette catégorie s'est accru de plus de 10 % dans de nombreuses industries : foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz (19,7 %), soins de santé et assistance sociale (16,8 %), hébergement et services de restauration (13,7 %), fabrication (13,1 %), services d'enseignement (12,3 %) et construction (12,1 %).

(suite à la page 6)

Services *d'Entreprises Canada*

DONNÉES *sur le commerce en direct*

Données sur le commerce en direct (DCD) est une base de données sur le commerce pancanadien que l'on peut consulter par l'intermédiaire des Services d'Entreprises Canada. Les données sont fournies par Statistique Canada et le Census Bureau des États-Unis. Les personnes qui consultent ce site Web peuvent faire une recherche par produit (selon le code du Système harmonisé), par industrie (selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) et par région géographique.

Données sur le commerce en direct permet aux utilisateurs :

- de prendre connaissance du volume du commerce international de marchandises sur les marchés d'importation et d'exportation canadiens;
- de trouver de nouveaux marchés d'exportation;
- d'évaluer le niveau de concurrence pour des produits particuliers;
- de cerner des possibilités de substitution des importations sur le marché canadien;
- d'analyser le marché canadien pour les industries manufacturières.

Plus précisément, Données sur le commerce en direct inclut des données sur 200 pays et plus de 5 000 produits. Les rapports sont établis d'après les données des dix dernières années complètes les plus récentes et les données cumulées de l'année pour l'année courante. Des données mensuelles sont également disponibles pour les deux dernières années. L'information porte sur les importations, les exportations, les balances commerciales, les livraisons manufacturières, le marché intérieur apparent et l'intensité d'exportation des industries canadiennes.

L'information est présentée aux utilisateurs sous forme de rapport ou de graphique et peut être imprimée, ajoutée aux signets ou copiée dans un fichier de travail. Grâce à une inscription gratuite en ligne, les utilisateurs fréquents peuvent également se prévaloir de fonctions avancées qui leur permettent de créer, de modifier et de générer des rapports personnalisés, seuls ou en groupe.

Visitez Données sur le commerce en direct à www.ic.gc.ca/dcd.

TROIS *modes de services...*

CLIQUEZ

EntreprisesCanada.ca

APPELEZ

1 888 576-4444
1 800 457-8466 (ATS)

VISITEZ

Réseau
Entreprises Canada

Tableau 3 : Répartition des travailleurs indépendants selon la catégorie de travailleurs et l'industrie au Canada, 2000 et 2007

	Entreprise constituée en société														Non constituée en société							
	Employés			Travailleurs indépendants			Avec aide rémunérée				Sans aide rémunérée				Avec aide rémunérée				Sans aide rémunérée			
							Proportion de travailleurs indépendants		Croissance moyenne		Proportion de travailleurs indépendants		Croissance moyenne		Proportion de travailleurs indépendants		Croissance moyenne		Proportion de travailleurs indépendants		Croissance moyenne	
	Proportion (en %)	Nombre d'employés (en milliers)		Proportion (en %)	Nombre de travailleurs indépendants*		Proportion de travailleurs indépendants (en milliers)	Croissance moyenne		Proportion de travailleurs indépendants	Croissance moyenne		Proportion de travailleurs indépendants	Croissance moyenne		Proportion de travailleurs indépendants	Croissance moyenne					
	2000	2007	2007	2000	2007	2007	2007	2000–2007		2007	2000–2007		2007	2000–2007		2007	2000–2007		2007	2000–2007		
Secteur industriel							(pourcentage)				(pourcentage)											
Secteurs de la production de biens	25,5	23,0	3 277,7	27,8	27,4	715,3	26,2	3,5	17,7	9,8	10,7	-0,6	43,2	-0,8								
Agriculture	1,0	0,9	127,0	10,4	8,0	210,3	13,4	1,0	13,7	2,6	10,1	-3,4	56,8	-2,8								
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	1,8	2,0	288,5	2,0	1,9	50,8	23,0	0,1	28,5	19,7	13,0	-2,2	34,8	-2,0								
Services publics	0,9	1,0	137,9	0,0	0,0	0,0																
Construction	4,3	5,5	780,5	11,6	13,5	353,0	27,6	6,9	19,6	12,1	10,8	1,8	41,5	1,3								
Fabrication	17,4	13,6	1 943,8	3,8	3,9	101,1	49,5	0,9	13,8	13,1	10,8	0,8	24,8	0,5								
Secteurs des services	74,5	77,0	10 973,7	72,2	72,6	1 899,7	21,5	1,5	17,0	6,9	9,7	-2,1	51,4	1,3								
Commerce	16,0	16,7	2 379,8	13,1	11,6	302,6	40,2	0,4	17,3	4,3	11,2	-2,6	30,5	-2,0								
Transport et entreposage	5,1	4,8	679,6	5,9	5,5	143,2	15,4	-1,5	24,2	7,2	6,9	-2,6	52,8	-0,5								
Finance, assurances, immobilier et location	5,9	6,2	877,0	5,4	7,0	183,4	17,7	3,3	17,5	7,2	7,3	3,3	57,3	7,5								
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,9	5,3	756,7	13,5	14,5	380,2	17,4	0,8	26,6	6,7	8,1	-2,0	47,6	2,8								
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	3,1	3,8	542,3	6,6	6,1	159,9	17,1	4,4	11,5	2,9	9,3	-2,7	61,6	-0,2								
Services d'enseignement	7,5	7,9	1 129,9	1,9	2,0	53,3	6,8	-1,4	10,1	12,3	4,9	6,3	78,0	2,2								
Soins de santé et assistance sociale	10,6	11,4	1 620,9	8,2	8,6	225,3	13,6	2,1	6,7	16,8	15,3	-2,6	64,2	3,1								
Information, culture et loisirs	4,6	4,6	660,6	4,0	4,6	121,3	13,0	3,2	17,4	9,1	4,0	0,3	65,5	3,5								
Hébergement et services de restauration	6,8	6,8	970,4	3,9	3,8	99,0	49,9	2,7	10,5	13,7	18,4	-3,8	19,3	1,3								
Autres services	3,7	3,5	492,1	9,8	8,8	231,4	16,6	3,3	13,7	8,3	9,2	-1,8	60,1	-1,5								
Administrations publiques	6,2	6,1	864,5	0,0	0,0	0,0																
Tous les secteurs industriels	100,0	100,0	14 251,4	100,0	100,0	2 615,0	22,7	2,1	17,2	7,7	10,2	-1,4	49,2	0,7								

*Inclut les travailleurs familiaux non rémunérés.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

FINANCEMENT

De nouvelles données sur le financement offert aux entreprises ont été publiées en mars par Statistique Canada. Les données proviennent de l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, qui fait partie d'un programme de

recherche portant sur le financement des petites et moyennes entreprises, administré en partenariat par Statistique Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances Canada.

(suite à la page 7)

(suite de la page 6)

En 2006, les fournisseurs commerciaux de financement, comme les banques, les sociétés de financement et les sociétés d'assurances, ont déclaré que l'encours de la dette de leurs clients d'affaires canadiens était de 444,3 milliards de dollars, en hausse de 10,7 % par rapport à 2005. L'accroissement du besoin de financement peut être attribué à la tendance à la hausse observée dans les prix des marchandises; aux investissements de capitaux des entreprises dans le gaz, le pétrole et l'exploitation minière, et à l'essor des marchés immobilier et de la construction résidentielle et non résidentielle au Canada.

Dans l'ensemble, environ 2 millions de prêts aux entreprises étaient non amortis au 31 décembre 2006, ce qui représente une hausse de 4,4 % par rapport à l'année précédente. Les plus gros emprunteurs, ceux dont le montant autorisé s'élève à 5 millions de dollars ou plus, étaient à l'origine de 57 % de l'encours de la dette en 2006. Les entreprises ayant un montant autorisé de moins de 1 million de dollars, habituellement des PME¹, avaient une dette active de 95,3 milliards de dollars, soit 21,4 % de la dette non amortie totale.

En 2006, 7 800 nouveaux prêts ont été accordés à de grandes entreprises, soit une hausse de 8,9 % par rapport à l'année précédente. En comparaison, les petites et moyennes entreprises ont obtenu environ 77 500 nouveaux prêts, soit une hausse de 4,2 %.

Les banques canadiennes demeurent les principaux fournisseurs de financement par emprunt sur le marché canadien des prêts aux entreprises, puisqu'elles sont à l'origine de plus de la moitié (52 %) de l'encours de la dette des entreprises.

Par province, l'Alberta, dont l'encours de la dette des entreprises s'élevait à 73,9 milliards de dollars, a affiché la croissance la plus importante (22,1 %) de toutes les provinces. En Ontario, la valeur de la dette active a augmenté de 18,4 % pour atteindre 189,5 milliards de dollars. La valeur de l'encours de la dette en Ontario représentait 42,6 % de la dette active totale, suivie de celle de l'Alberta (16,6 %), de celle du Québec (16,0 %) et de celle de la Colombie-Britannique (13,3 %).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les fournisseurs de services de financement, consulter « Diffusion publique, Statistique Canada, 2006 », dans le site Web du Programme de recherche sur le financement des PME à www.sme-fdi.gc.ca/epic/site/sme_fdi-prf_pme.nsf/fr/00728f.html.

¹ Étant donné que la plupart des fournisseurs de services de financement ne recueillent pas de données sur l'effectif de leurs clients d'affaires, on leur a demandé de regrouper ces derniers selon l'importance du montant autorisé, c'est-à-dire le montant maximal que ces clients étaient autorisés à emprunter. Il est à noter que l'importance du montant autorisé est utilisée dans cette enquête à la place de la taille de l'entreprise parce qu'on ne dispose pas d'indicateurs sur l'effectif.

INITIATIVE en matière de compétences en milieu de travail

APPEL de propositions

L'Initiative en matière de compétences en milieu de travail (ICMT) est un volet important du cadre stratégique de 2007 du gouvernement fédéral, *Avantage Canada*. Dans le contexte de la mondialisation et de la croissance de l'économie du savoir, l'importance que revêtent les compétences, l'éducation et la souplesse de la main-d'œuvre pour soutenir la concurrence à l'échelle internationale s'en trouve brusquement accrue. Aussi *Avantage Canada* vise-t-il à accroître la participation des Canadiens, à améliorer la formation et le développement des compétences, ainsi qu'à éliminer les obstacles afin que les entreprises canadiennes soient concurrentielles.

L'ICMT a lancé un troisième **appel de propositions**. Les projets financés par l'Initiative ont pour but d'épauler les petites entreprises et autres dans leurs efforts visant à perfectionner leurs compétences, à répondre aux exigences professionnelles en évolution constante et à maintenir en poste leurs employés de talent pour trouver et concrétiser des idées novatrices propres à améliorer la productivité au travail.

Les priorités de financement dans le cadre de ce volet de l'Initiative incluent les **projets qui remédient à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée**, grâce au perfectionnement des compétences et aux pratiques ciblant les ressources humaines en milieu de travail, ainsi que les **projets qui portent sur le milieu de travail**, comme l'organisation du travail et la conception des tâches ou d'autres améliorations du lieu de travail, permettant aux demandeurs de mettre à l'essai des approches susceptibles d'influer sur la productivité au travail. Au bout du compte, les projets couronnés de succès et les leçons tirées serviront d'exemple à d'autres lieux de travail au Canada.

Pour obtenir de l'information supplémentaire sur l'**admissibilité**, les **seuils de financement**, les **dates** importantes et les **procédures** se rapportant au 3^e appel de propositions de l'ICMT, consulter le site Web de l'Initiative, à www.rhdsc.gc.ca/fr/competence/initiative_competences/index.shtml.

ÉVÉNEMENTS *récents*

ATELIER

sur le renforcement des compétences à l'intention des PME

Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC), en partenariat avec Industrie Canada, a tenu le 20 mars 2008 un atelier intitulé « Creating a Competitive Edge for SMEs Through Skills Development ». Le but de l'atelier était de faire mieux comprendre le rôle du perfectionnement des compétences dans la réussite des petites et moyennes entreprises. Les principaux obstacles au perfectionnement des compétences des PME relevés pendant l'atelier étaient entre autres la disponibilité des connaissances et des possibilités de formation, la faible « prise de conscience » de l'importance de la formation, l'incapacité d'élaborer un programme de formation sur mesure et la perte d'employés qualifiés.

L'atelier fait suite à un engagement pris conjointement par Industrie Canada et RHDSC d'examiner ensemble les problèmes de compétences auxquels se heurtent les PME au Canada.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise

Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Manique Weerasinghe

Courriel : weerasinghe.ranmalmanique@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : 613-941-1462

Télécopieur : 613-946-1035

Site Web : www.ic.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faites parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@communication.gc.ca

N° de cat. C12-18/10-1

ISSN 1205-9099

60461



Imprimé sur du papier recyclé à 10 %.

CONGRÈS MONDIAL

du Conseil international pour la petite entreprise

Le 53^e Congrès mondial du Conseil international pour la petite entreprise (CIPE) se tiendra au Centre du commerce mondial et des congrès, à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 22 au 25 juin 2008. Le Congrès, qui se tient chaque année à un endroit différent, s'adresse aux chercheurs, aux éducateurs, aux décideurs, aux fournisseurs de services aux entreprises, aux étudiants et aux propriétaires d'entreprise intéressés par la petite entreprise ou l'entrepreneuriat. Le thème de cette année est « Le progrès ou la promotion des petites entreprises et de l'entrepreneuriat : de la recherche aux résultats ». Un objectif clé du congrès est de combler l'écart entre la recherche et l'action.

Le Congrès mondial de 2008 du CIPE permettra aux participants :

- de rencontrer des chercheurs émérites dans le domaine;
- d'amorcer un dialogue sur les dernières recherches, les enjeux stratégiques et les tendances du développement dans le soutien aux petites entreprises et à l'entrepreneuriat;
- de se mettre en réseau avec des organisations de petites entreprises et/ou d'entrepreneuriat, des institutions et des experts de partout dans le monde.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Congrès et sur l'inscription, consultez le site www.icsb2008.org/welcome-fr.html.